

331.0 - SL/cb

Confidentiel

Compte rendu des entretiens entre M. l'Ambassadeur
Albert Weitnauer, Secrétaire général du DPF, et
M. l'Ambassadeur Şükrü Elekdağ, Secrétaire général du
Ministère des affaires étrangères turc

à Ankara, le 6 décembre 1977

Composition de la délégation turque:

Président: Ambassadeur Şükrü Elekdağ, Secrétaire général
du Ministère des affaires étrangères

Ambassadeur I. Yasar, Directeur général Affaires politiques
bilatérales

Ministre C. Keskin, Directeur général a.i. des Relations
économiques et sociales multilatérales

Ministre B. Hazar, Directeur général a.i. des Relations
économiques bilatérales

Ministre A. Yeğen, Directeur du Département de l'Ouest de
la Direction générale des affaires
politiques bilatérales

Composition de la délégation suisse:

Président: Ambassadeur Albert Weitnauer

Ambassadeur G. Bonnant

A. Maillard

S. Salvi

- 2 -

Après quelques mots de bienvenue à l'adresse de l'Ambassadeur Weitnauer et de sa délégation, l'Ambassadeur Elekdağ expose la position de la Turquie dans le contexte des relations Est-Ouest.

La Turquie considère la "détente" comme une stabilisation des situations militaires et stratégiques actuelles dans les deux blocs. Elle se prononce catégoriquement pour l'équilibre des forces et elle désire, en conséquence, maintenir son propre potentiel militaire sans le laisser se dégrader. L'Ambassadeur Elekdağ souligne, non sans manifester une certaine inquiétude, que l'URSS augmente sa puissance militaire en y consacrant 12 à 13 % de son PNB, alors que le potentiel occidental est en diminution. Il estime toutefois que le danger immédiat d'une attaque soviétique contre les pays occidentaux reste peu probable, mais que la projection des tendances actuelles jusqu'en 1984 donne une image douteuse. Selon lui, l'URSS veut renforcer son emprise par ses satellites et son soutien aux mouvements étrangers qui s'opposent aux pays occidentaux. En résumé, la Turquie est favorable à la détente et à l'acte d'Helsinki, mais sans illusions. Elle attend de la détente une réduction de l'impact militaire sur les facteurs de la politique européenne. Au sujet des "droits de l'homme", l'Ambassadeur Elekdağ estime que les pays occidentaux doivent se garder de trop insister sur cette question, car à son avis les pays de l'Est risquent de réagir fermement dès qu'ils estimeront leur propre légitimité remise en question. Une trop forte lutte idéologique est en mesure de bloquer le processus de la détente.

Ces phénomènes ainsi que la situation géopolitique de la Turquie influencent sa politique étrangère qui doit lui permettre de progresser dans son développement économique, en particulier industriel, tout en maintenant son système de démocratie libre. Ces priorités expliquent aussi son appartenance à l'OTAN, à l'OECD et son statut d'Etat associé aux CEE.

Relations entre la Turquie et les Etats-Unis

L'Ambassadeur Elekdağ explique l'enchaînement des événements qui, depuis l'intervention turque à Chypre en 1974, l'embargo sur les livraisons d'armes américaines à la Turquie, l'accord de coopération pour la défense signé en mars 1976 et qui attend toujours sa ratification par le Congrès américain, ont amenés l'opinion publique turque à douter de la valeur de l'allié américain en cas de conflit. M. Elekdağ est toutefois d'avis que les autorités américaines sont conscientes de cette situation qu'elles réprouvent et qu'elles commencent à comprendre que la Grèce souhaite une détérioration des relations entre les Etats-Unis et la Turquie afin d'isoler de plus en plus cette dernière pour l'affaiblir.

Relations entre la Turquie et la Grèce

Tout comme les Etats-Unis lient la question de Chypre à l'embargo sur les livraisons d'armes, la Grèce semble vouloir lier la question du plateau continental de la Mer Egée à celle de Chypre. Selon l'Ambassadeur Elekdağ, le gouvernement d'Athènes estime que le complexe chypriote (type de constitution du nouvel Etat et question de répartition du territoire entre les deux communautés) doit être avant tout résolu par les Chypriotes eux-mêmes alors que le gouvernement turc penche pour des négociations quadripartites sous l'égide de l'ONU. L'Ambassadeur Elekdağ souligne que le principe d'un Etat chypriote bi-communal, fédéré, indépendant et non-aligné a été admis lors des entretiens entre MM. Makarios et Denktas le 12.2.1977.

Relations entre la Turquie et l'Europe des neuf

L'Ambassadeur Elekdağ explique que la Turquie ne veut pas s'opposer à l'élargissement de l'Europe des neuf (intégration de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce), mais qu'elle désire absolument prendre part aux délibérations politiques. Il faudrait créer un organe politique de consultation pour tout élargissement de la Communauté. La Turquie veut parti-

ciper à la construction politique de l'Europe. Il est, à son avis, indispensable que la Turquie puisse être politiquement intégrée en même temps que la Grèce afin d'éviter des frictions entre ces deux pays. Sur le plan économique, le statut d'Etat associé n'a pas apporté beaucoup d'avantages à la Turquie. Ses importations en provenance des pays de la Communauté se sont accrues et ses exportations vers ces pays ont diminué. En outre, la libre circulation des travailleurs turcs en Europe n'est pas assurée.

Mer Egée

L'Ambassadeur Elekdağ explique à la délégation suisse l'histoire du problème du plateau continental et de l'espace aérien de la Mer Egée qui envenime les relations gréco-turques. Il estime que la Grèce ne respecte pas les traités internationaux en militarisant les îles proches des côtes turques et qu'elle espère voir la Turquie, affaiblie par l'embargo américain, prête à faire des concessions substantielles. En conclusion, le Secrétaire général constate avec regret que les négociations ne progressent pas.

Situation rencontrée au Caire après l'initiative du Président A. Sadate

(exposé par l'Ambassadeur Yasar, rentré la veille d'une visite en Egypte où il a accompagné le Ministre Çağlayangil)

L'Ambassadeur Yasar fait l'éloge du nouveau Ministre des affaires étrangères égyptien qu'il décrit comme un intellectuel aux vues larges et positives qui se distingue nettement de ses subordonnés à l'esprit trop bureaucratique. C'est la première fois qu'un représentant de la minorité copte fait son entrée au Conseil des ministres égyptien.

Les Egyptiens ne veulent pas conclure une paix séparée avec Israël, ils désirent s'efforcer de régler tous les problèmes du Moyen-Orient. Ils ne dramatisent pas les réactions hostiles de certains pays arabes à la visite du

- 5 -

Président Sadate à Jerusalem. Ils font remarquer qu'un tiers de l'ensemble de la population arabe du Moyen-Orient est composée d'Égyptiens et qu'un bon nombre d'entre eux se trouvent à des postes clés de l'administration d'autres pays arabes. De l'avis des interlocuteurs égyptiens de la délégation turque, le monde arabe est coutumier de ruptures fracassantes souvent suivies de réconciliations spectaculaires. Par contre, l'entourage du Président Sadate est préoccupé de la réaction d'Israël à son geste de bonne volonté. Il est conscient que l'absence de concessions importantes israéliennes pourrait avoir des conséquences très graves. Selon l'Ambassadeur Yasar, il est établi que l'initiative du Président Sadate a été provoquée par le Président des États-Unis et il est très souhaitable que l'administration américaine exerce maintenant des pressions au moins aussi fortes sur Israël pour l'amener à composer.

Les Égyptiens cherchent à freiner les activités des éléments extrémistes de l'OLP. Ils pensent que l'aile modérée de cette organisation s'alignera sur leur politique. Toutefois, certains représentants modérés de l'OLP rencontrés par l'Ambassadeur Yasar au Caire sont moins optimistes et ils craignent que les Palestiniens doivent faire les frais de l'initiative Sadate, ce qui leur ferait perdre la face et renforcerait l'ascendant de la fraction "dure" de leur organisation.

Le gouvernement turc, pour sa part, souhaite la paix au Moyen-Orient. Il estime que les pays arabes doivent s'entendre entre eux et il ne désire pas s'immiscer dans leurs querelles. Le gouvernement égyptien comprend et apprécie cette position. Il aimerait établir des relations de coopération, en oubliant le passé historique.

L'Ambassadeur Yasar souligne que jusqu'à la visite du Ministre Çağlayangil, l'Égypte a toujours soutenu la position de l'archevêque Makarios. Il considère par conséquent qu'un

- 6 -

pas important a été franchi vers une amélioration des relations égypto-turques par l'inclusion dans le communiqué final conjoint d'une phrase reconnaissant l'aspect positif des entretiens Denktaş-Makarinos de février 1977 et par conséquent du soutien égyptien à l'instauration d'un système bi-communal et fédéral pour le futur de l'Etat chypriote.

Enfin, quant aux relations Egypte-Europe, les autorités égyptiennes estiment que la Communauté européenne néglige un peu trop les pays en voie de développement et elles attendent également des gestes de la part des pays européens après la visite du Président Sadate à Jerusalem. A leur avis, la CSCE néglige un peu trop les pays méditerranéens.

En ce qui concerne les problèmes africains, l'Egypte se considère liée par la charte de l'OUA qui stipule que les problèmes africains doivent être réglés entre africains seulement!

Exposé de l'Ambassadeur Weitnauer

Après avoir remercié le Secrétaire général S. Elekdağ pour son tour d'horizon fort intéressant et l'Ambassadeur Yasar pour le compte rendu qu'il a fait de sa visite au Caire, l'Ambassadeur Weitnauer présente à ses hôtes turcs un résumé de l'évolution de la politique étrangère suisse au cours des trois dernières décennies. Il insiste sur la fidélité du gouvernement suisse au statut de neutralité armée complété par le principe de la solidarité qui se manifeste par la participation suisse aux organisations spécialisées des Nations Unies, à l'OECD, à l'EFTA, au Conseil d'Europe et à divers organismes humanitaires. Il relève l'importance économique de la Suisse dans le monde occidental et souligne que ce fait contribue à une intégration progressive dans la politique mondiale.

Au sujet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'Ambassadeur Weitnauer estime que c'est précisément en raison de son statut d'Etat neutre que la Suisse peut y jouer un rôle positif et qu'elle désire poursuivre ses

- 7 -

efforts dans cette voie (participation à la Conférence de Belgrade, etc.). Il en va de même pour le Dialogue Nord-Sud où la Suisse est membre du groupe des huit pays représentant le monde occidental développé. L'Ambassadeur Weitnauer relève enfin le rôle que joue toujours la Suisse neutre dans la représentation des intérêts de pays belligérants.

A propos de l'exposé du Secrétaire général Elekdağ, l'Ambassadeur Weitnauer désire présenter quelques remarques personnelles. L'appréciation turque de la situation politique des relations Est-Ouest lui semble un peu pessimiste. Au cours de son récent voyage aux Etats-Unis, il a acquis la conviction que la puissance militaire du monde occidental, bien que diminuée sur le plan quantitatif, conserve sa supériorité sur le plan qualitatif et que ses atouts idéologiques, politiques et économiques lui confèrent une supériorité sur les pays du bloc communiste.

Au sujet de la "lutte idéologique" évoquée par son homologue turc dans le contexte des relations Est-Ouest, l'Ambassadeur Weitnauer relève la distinction que font les Russes entre la propagation des idées communistes qu'ils considèrent comme une conséquence normale de la progression historique de leur idéologie et la "guerre psychologique" à laquelle se livrent les pays occidentaux au moyen de la presse écrite et parlée!! L'Ambassadeur Weitnauer relève toutefois que cette attitude erronée n'est plus partagée par tous les satellites de l'URSS. Au cours de ses voyages dans les capitales de certains pays du bloc oriental, il a pu constater une perméabilité parfois assez grande de ses interlocuteurs aux conceptions démocratiques occidentales. A son avis, l'accroissement de l'armement des Soviétiques est peut-être en partie motivé par les problèmes qu'ils prévoient chez leurs satellites, problèmes qui démontrent que l'idéologie communiste reste nettement inférieure à celle de nos démocraties européennes.

Au sujet du problème de l'application des droits de l'homme dans les pays communistes. L'Ambassadeur Weitnauer

- 8 -

partage la prudence préconisée par son homologue turc et pense "qu'il n'y faut toucher que d'une main tremblante!" afin de ne pas aggraver la situation des contestataires mais que nous devons poursuivre le dialogue d'homme à homme sur ce sujet lorsque l'occasion se présente.

L'Ambassadeur Weitnauer regrette la tournure qu'ont pris les événements à Chypre. Commencé comme une opérette, ce problème s'est malheureusement transformé en drame. Il constate que l'archevêque Makarios, qui ne voulait initialement pas entendre parler pour son pays d'un système fédéral, s'y est finalement heureusement rallié. La Suisse est favorable à une nation chypriote neutre et indépendante.

Reprenant d'autres problèmes qui subsistent entre la Grèce et la Turquie, l'Ambassadeur Weitnauer souligne d'abord le rôle géo-politique à son avis très positif de la Turquie dans cette région et en particulier le contrôle qu'elle exerce sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

Il regrette ensuite le blocage par la partie grecque des négociations sur la délimitation de l'espace aérien et du plateau continental de la Mer Egée. Il regrette également que l'influence du "lobby" grec allié parfois au "lobby" juif sur les parlementaires des Etats-Unis aie retardé la présentation par le Président Carter pour ratification au Congrès de l'accord turco-américain de coopération pour la défense. Il espère que cet obstacle sera bientôt surmonté. L'Ambassadeur Weitnauer se demande si un recours à une médiation extérieure ou à un arbitrage ne serait pas en mesure d'aider à débloquer les pourparlers gréco-turcs sur les problèmes de la Mer Egée.

Le Secrétaire général S. Elekdağ remercie l'Ambassadeur Weitnauer pour son exposé de la politique étrangère suisse qu'il a trouvé particulièrement intéressant. Il constate une identité de vue sur les principaux thèmes et donne quelques compléments d'information en réponse aux remarques de son collègue suisse. Au sujet du rapport des

forces USA-URSS, il admet n'avoir tenu compte que de l'aspect quantitatif des armées en présence, mais il reste sceptique à l'égard des déclarations russes sur le désarmement qu'il qualifie de pure propagande. Il reste convaincu que les communistes russes sont prêt à imposer leur "théologie" par tous les moyens, y compris par les armes. Au sujet de Chypre, l'Ambassadeur Elekdağ explique que la Turquie ne veut pas s'implanter plus profondément sur cette île, elle désire simplement qu'une solution bi-communale viable soit trouvée pour éviter le retour aux luttes sanglantes du passé.

Au début de la séance de l'après-midi du 6 décembre, l'Ambassadeur Weitnauer relève, au sujet des rapports entre la Turquie et la CEE qu'il comprend que la Turquie désire participer dès maintenant de plein droit aux décisions politiques que cette organisation pourrait prendre. Il pense pourtant qu'il devrait être possible de procéder à une intégration graduelle. Pour sa part, la Suisse désire abattre les obstacles douaniers envers les produits industriels en même temps que la CEE. Quant aux produits agricoles, il devrait être possible de négocier des accords spécifiques. Il se demande en outre si l'adhésion de la Turquie à l'EFTA ne pourrait la rapprocher économiquement de la CEE.

L'Ambassadeur Elekdağ répond en signalant que l'intégration économique à la CEE de trois nouveaux pays (Espagne, Portugal et Grèce) nécessitera dans certains cas au moins huit ans alors que ces mêmes pays feront politiquement partie intégrante de cet organisme. Il voit là une injuste discrimination de la Turquie et estime nécessaire de trouver de nouvelles modalités pour résoudre ce problème.

L'Ambassadeur Weitnauer demande alors pourquoi la Turquie ne prend pas la même voie que les trois nouveaux candidats à la CEE?

- 10 -

Dans sa réponse, l'Ambassadeur Elekdağ relève le danger qui existe, lors d'une intégration économique complète, pour un pays moins développé de s'apauvrir encore plus alors que le partenaire plus développé continue à s'enrichir! Il évoque, à l'appui de sa thèse, le ralentissement du développement des Etats du Sud des Etats-Unis après la guerre de sécession. En outre, il signale les obstacles de politique intérieure, propre à la Turquie, qui s'opposent actuellement à une candidature turque à la CEE. (Divergences d'opinions fondamentales à ce sujet parmi les membres de la coalition gouvernementale.

Au sujet du rôle politique de l'Europe, l'Ambassadeur Weitnauer souligne les efforts de la Suisse pour renforcer le rôle du Conseil d'Europe dont elle est membre. Il souhaite que la Turquie puisse faire de même. Revenant sur les récents événements du Moyen-Orient, l'Ambassadeur Weitnauer exprime l'espoir de voir la Conférence de Genève aboutir sur un succès et il se demande si la Turquie ne pourrait pas, plus tard, jouer un rôle de modérateur pour les pays impliqués.

Avant de passer en revue les questions bilatérales turco-suisse, l'Ambassadeur Weitnauer expose brièvement à ses hôtes turcs les positions respectives du gouvernement, du parlement et du peuple suisses face à l'adhésion de son pays à l'Organisation des Nations Unies.

Relation bilatérales turco-suisse

L'Ambassadeur Elekdağ reprend les différents points qui ont été évoqués à Berne au mois de février lors de la visite du Ministre Çağlayangil. Il constate avec plaisir que les pourparlers au sujet d'une participation suisse à l'équipement électro-mécanique du barrage de Karakaya sur l'Euphrate ainsi que les négociations d'un accord sur les transports routiers internationaux transitant par la Turquie ont aboutis.

- 11 -

Le Ministre Hazar donne ensuite des explications sur la demande de transfert de capitaux de la société Helvetia-incendie à St-Gall qui a cessé son activité en Turquie. Le Ministre Hazar se déclare prêt à poursuivre ses démarches auprès du ministère des finances turc pour obtenir la solution la plus favorable possible. Il restera à ce propos en contact avec l'Ambassade.

Les suggestions faites au mois de février à la délégation turque au sujet du traitement des investissements suisses en Turquie ont retenu l'attention des autorités compétentes turques. Le Ministre Hazar signale que ce sont fréquemment des ministères techniques, peu familiarisés avec l'application de la loi sur l'encouragement des investissements étrangers, qui provoquent des difficultés relevées d'ailleurs également par le Japon, la France et la RFA. Le Ministre du commerce turc s'emploie activement à éliminer ces regrettables entraves administratives.

L'indemnisation des entreprises suisses qui ont subi des pertes à Chypre au cours de l'intervention des forces armées turques est en bonne voie et seul un solde de fr.S. 55'000.- n'a pas encore pu être payé, les sociétés concernées n'ayant pas encore fourni les documents nécessaires aux autorités chypriotes-turques. L'Ambassadeur Elekdağ reprend la parole pour prier l'Ambassadeur Weitnauer d'intervenir en Suisse en faveur d'un accroissement du volume des importations en provenance de la Turquie. Il aimerait également que la Turquie aie plus facilement accès au marché financier suisse.

L'Ambassadeur Weitnauer lui répond que ces deux points pourraient avantageusement être traités par des visites de missions commerciales mixtes (secteur public et secteur privé). Il est lui-même très favorable à cette procédure.

- 12 -

Le Ministre Keskin relève que ses services n'ont pas encore reçu le projet d'accord promis par l'Office fédéral des assurances sociales au cours des pourparlers turco-suisse du mois de juin de cette année. Ces pourparlers avaient pour objet la révision de l'accord du 1.5.1969 réglant le transfert des contributions des assurances sociales en Turquie des travailleurs émigrés.

La délégation suisse relève enfin les difficultés rencontrées par les exportateurs suisses pour obtenir les autorisations de transfert en devises des paiements de leurs clients turcs.

Elle rappelle également l'invitation du Conseil fédéral à participer à Berne, le 12.12.1977, à la cérémonie de signature des protocoles additionnels des Conventions de Genève. Le Ministère a examiné les documents. Il est arrivé à la conclusion qu'il ne pourrait les signer sans formuler certaines réserves. Les propositions faites dans ce sens au gouvernement ne pourront être décidées avant les élections municipales du 11 décembre.

Le Secrétaire général Elekdağ informe l'Ambassadeur Weitnauer que des démarches ont été faites par des cercles industriels et financiers turcs (Koç) auprès du Ministère des affaires étrangères pour lui suggérer d'entamer des négociations avec la Suisse en vue de la conclusion d'un accord sur la double imposition, comme cela été fait par exemple avec la RFA.

L'Ambassadeur Weitnauer remercie enfin ses hôtes turcs et invite le Secrétaire général Elekdağ à se rendre en Suisse l'an prochain. Cette invitation est acceptée. A son tour, l'Ambassadeur Elekdağ invite le Secrétaire général Weitnauer à visiter au printemps ou en automne les sites historiques qui se trouvent nombreux dans son pays.



AMBASSADE DE SUISSE
EN TURQUIE

ANKARA,

P. K. 25 Çankaya
Tél. 27 48 16/17

12 décembre 1977

331.0 - BTG/cb

Confidentiel

Monsieur l'Ambassadeur Albert Weitnauer
Secrétaire général
du Département politique fédéral

3003 B e r n e

cn						ca
Départ						
Visa						
EPD	20. Dez. 1977					
Ref.	p. B. 15.21. T. (2)					

1 p. B. 15.21. T.

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous trouverez, sous ce pli, le projet du procès-verbal de vos entretiens du lundi 5 décembre au Ministère des affaires étrangères. Je me suis permis de faire figurer, à la fin, votre remarque sur la cérémonie de signature des Conventions de Genève et votre invitation au Secrétaire général, de même que les observations de M. Elekdağ concernant un accord sur la double imposition, bien que ces trois points n'aient pas été traités en séance.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse

Bonnart

1 annexe

Copie:

M. André Maillard